

accepté le fait que des inégalités existeront toujours, et il faut l'admettre, encore beaucoup plus aujourd'hui à l'étranger qu'au Canada, nous devons donc nous préoccuper de l'importance des disparités qui existent à un moment donné dans notre histoire et dans notre pays.

A mon avis, c'est, par-dessus tout autre, la grande réalisation du budget fédéral de cette année. Cela ne veut pas dire que le gouvernement ait encore tout fait, ni qu'il remportera un succès égal ou supérieur à ses ambitions. Cela veut dire que le gouvernement libéral a fait un effort sérieux, digne d'éloges, pour lutter contre les forces qui ne cessent de menacer le bien commun, les intérêts communs et les avantages communs, que la démocratie canadienne peut et devrait assurer à tous ceux qui en font partie.

Bien entendu, l'opposition officielle, jouant son rôle traditionnel, doit mépriser, se moquer et critiquer. Somme toute, elle ne pourra jamais accéder au pouvoir autrement qu'en faisant croire au public que nos meilleurs programmes ne valent rien. Le député de Gander-Twillingate (M. Lundrigan) ne peut concevoir que, suite au nouveau budget, Terre-Neuve recevra cette année au-delà de 24 millions de dollars de plus, au seul titre de paiements de péréquation. Que raconte-t-il aux Terre-Neuviens, à ses propres gens? Il dit que le gouvernement fédéral a jeté par-dessus bord son programme de suppression des disparités régionales.

Ce même député disait à la Chambre, il y a quelques jours, que je n'avais pas dit grand-chose à propos des pêches et du chômage. Faisant mine de me taquiner un peu, il s'est demandé tout haut quand je ferais mon premier discours à la Chambre. Je puis dire en toute sincérité au député que ce que j'ai à dire à la Chambre ou à l'extérieur sera, je l'espère, plus raisonnable et plus éclairé que certaines de ses déclarations au sujet des disparités régionales et du chômage.

Des voix: Bravo!

M. Rooney: Je n'ai jamais entendu autant de verbiage au sujet d'appréciation bihebdomadaire des statistiques sur le chômage. Je rappelle au député que se retrouver au chômage un moment donné et avoir besoin de travail sont deux choses bien différentes, au point qu'il faille les expliquer. J'ai réfléchi, moi aussi, monsieur l'Orateur, au problème du chômage. Chez ceux qui ont besoin de travailler et qui n'en ont pas le choix, un taux de chômage de 1 p. 100 est aussi grave qu'un taux de 10 p. 100. On ne remédie pas à la rigueur du problème en abaissant le taux de chômage de quelques points de pourcentage; on le rend simplement moins perceptible.

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail des critiques nombreuses et injustes dont ce budget a été l'objet. Je voudrais cependant dire que la réaction des oppositionnels au budget me fait penser au chien de garde qui défend bien les intérêts de son maître jusqu'au jour où l'on découvre qu'il n'aboie que parce qu'il a peur, peur peut-être de ce qu'on le renferme dans le chenil.

J'aimerais maintenant offrir une très brève interprétation de ce que le budget représentera en termes concrets pour les habitants de Bonavista-Trinity-Conception et les Terre-Neuviens en général—non pas considérés isolément,

Le budget—M. Rooney

mais en tant que petite partie de notre grande nation canadienne. Le budget vise essentiellement à augmenter le revenu réel du consommateur canadien qui porte un lourd fardeau. Cela ne signifie pas seulement une augmentation en dollars et en cents, mais une augmentation par rapport au coût de la vie et au niveau de vie, autrement dit cela implique soit que son dollar aura un plus grand pouvoir d'achat, soit qu'il sera plus facile à gagner.

• (1700)

Ceux que la réforme fiscale intéresse sont heureux d'apprendre que l'exemption de base de tous les contribuables est passée de \$1,500 à \$1,600 et celle des gens mariés de \$2,850 à \$3,000. Les travailleurs de ma circonscription ont appris avec joie qu'à partir de l'an prochain, l'impôt sur le revenu diminuera, de façon à compenser l'augmentation du coût de la vie. L'augmentation de la pension de vieillesse, du supplément de revenu garanti et des allocations aux anciens combattants a suscité de toutes parts des commentaires favorables des vieillards et autres personnes de ma circonscription. D'une façon un peu plus compliquée, le nouveau budget poursuit les efforts du gouvernement fédéral pour réduire le coût de la vie en supprimant l'impôt fédéral sur plusieurs choses essentielles, mesures que les habitants de Terre-Neuve sauront apprécier j'en suis sûr.

Dans son exposé budgétaire, le gouvernement s'est engagé à réviser complètement notre régime d'assistance sociale. Le léger retard de ce côté est attribuable, je pense, aux négociations qui devront être menées à bien avec les gouvernements provinciaux intéressés, y compris celui de Terre-Neuve. On a déjà annoncé à la Chambre que ces négociations porteraient également sur le programme de sécurité du revenu familial attendu depuis longtemps. Sauf erreur, on annoncera le résultat de ces négociations, qui doivent se tenir en avril, dès qu'elles seront terminées. J'ose croire que l'on se conformera à l'esprit des engagements annoncés dans le budget dans les domaines de compétence exclusivement fédérale et que le nouveau programme d'assistance sociale sera adopté à la hausse du coût de la vie et à un niveau de vie convenable.

Pour ce qui est du programme de sécurité du revenu familial, auquel le député de Trinity (M. Hellyer) a apposé son veto, le retard dans son application a suscité d'énormes difficultés aux parents de nombreuses familles de ma circonscription.

M. Jamieson: Le député a parfaitement raison.

M. Rooney: Comme Terre-Neuve compte de nombreuses familles au revenu relativement modeste, cette nouvelle mesure aurait permis de verser aux enfants de cette province des allocations deux fois aussi considérables que celles du programme actuel d'allocations familiales. Cela a représenté une perte de près de 20 millions de dollars par année pour Terre-Neuve et ce sont ceux qui en ont le plus besoin qui ont fait les frais de cette perte. Ce qui m'inquiète au sujet du budget, c'est le danger de voir notre gouvernement provincial profiter de certains des avantages procurés par le gouvernement fédéral. Nous avons vu à Terre-Neuve comment, en escomptant simplement...